

Les négociations entre industriels et distributeurs s'achèvent mercredi, vers 10% de hausse de prix en rayon

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 2 heures



Se connecter à lefigaro.fr avec Google



Patrick P

patrick.pastor56@gmail.com



p p

56patrickpastor@gmail.com



Lactalis demande une augmentation entre 9% et 15%, afin de rémunérer à juste titre les agriculteurs. *stock.adobe.com*

Si les discussions se terminent dans quelques heures, les tarifs payés par les distributeurs aux industriels pourraient augmenter de 10%.

Combien coûtera le panier de courses en mars, en mai ou en juillet ? Les négociations commerciales entre les grandes surfaces et leurs fournisseurs de l'agro-industrie s'achèvent ce mercredi soir, après plusieurs mois de discussions houleuses. Et sans grande surprise, l'issue de ce rendez-vous annuel devrait avoir des répercussions pour le portefeuille des Français.

Les prix payés par les distributeurs aux agro-industriels devraient augmenter d'«environ 10% », a affirmé mardi le directeur général de la Fédération du commerce et de la distribution, Jacques Creyssel. Le représentant a ensuite rappelé que les

négociations *«sont terminées pour les PME, pour toutes les marques qui sont très largement françaises»*, avant d'indiquer que *«les grandes marques (...) cherchent à imposer un bras de fer avec des propositions totalement injustifiées de hausses de 15-16%»*. Des hausses *«impossibles à accepter dans une période aussi difficile en termes de pouvoir d'achat»*, selon le représentant de la distribution qui a appelé ces marques à *«participer aux efforts collectifs»*, citant Nestlé, Coca, Unilever et Procter&Gamble.

«Les enseignes [de la distribution, NDLR] vont naturellement devoir répercuter ces hausses», a estimé Jacques Creyssel, assurant cependant qu'*«elles vont le faire de manière responsable en essayant de limiter au maximum les augmentations pour les consommateurs»*. Ainsi, ces hausses pourraient *«s'étaler dans le temps jusqu'à l'été, au fur et à mesure du renouvellement des stocks»*, a-t-il souligné.

Une augmentation entre 9% et 15% pour Lactalis

Les négociations sont *«extrêmement tendues»*, a confié pour sa part sur Radio Classique le porte-parole de Lactalis, Christophe Piednoël, qui a signé *«60% des contrats»*. Selon lui, si les discussions sont laborieuses, *«c'est pour une raison : ce que nous demandons aujourd'hui est plus élevé que les années précédentes»*.

Le géant du lait demande une augmentation entre 9% et 15%, le *«point de départ»* qui *«sert d'abord à rémunérer le prix du lait»* payé aux agriculteurs et *«correspond à l'augmentation de nos charges»*, selon Christophe Piednoël. *«Chacun doit faire des efforts dans une négociation, certains distributeurs l'ont fait, d'autres semblent moins prêts à le faire»*, a-t-il ajouté, sans nommer de distributeurs.

Face à l'inflation, Emmanuel Maprouit a appelé lundi les grandes surfaces à *«participer à l'effort»*. Pour autant, l'exécutif *«ne souhaite pas venir interférer dans les négociations»*, souligne ce mercredi sur France 2 la miniprout du Commerce, Olivia Grégoire. De leur côté, les grandes surfaces dénoncent l'absence de transparence et des demandes de hausses exagérées, le patron de Carrefour Alexandre Bompard qualifiant même certaines de *«délirantes»*. Entrées dans leur dernière ligne droite, les négociations (qui concernent les produits vendus sous marques dites *«nationales»*, comme Danone ou Fleury Michon) devraient encore une fois durer jusqu'à la dernière minute (fixée à minuit, mercredi soir).